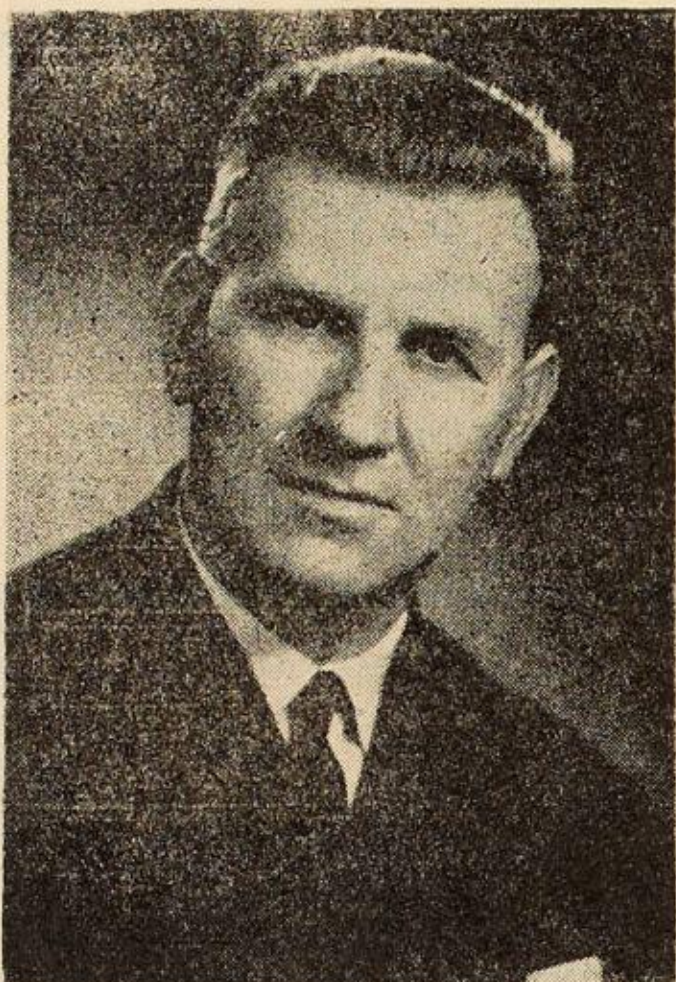


ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION



JEAN SCHNEIDER

Candidat du Parti
Républicain-Radical
et Radical-Socialiste

présenté par

L'UNION DES FORCES
DÉMOCRATIQUES

Electrices, Electeurs, Chers Amis,

C'est un jeune candidat, né à ELBEUF il y a 36 ans, qui se présente à vos suffrages.

Je sais que la moyenne d'âge des Députés sortants est de 62 ans, mais je suis persuadé — à l'heure où le pays encore secoué par une crise récente aspire à un renouveau — que ma relative jeunesse n'est pas un obstacle à la confiance que je sollicite de vous.

Militant du Parti Républicain-Radical et Radical-Socialiste depuis 10 ans, j'ai la fierté d'avoir fidèlement soutenu à l'intérieur de ce parti, la politique du Président Pierre Mendès-France. Aussi ma candidature de Radical est-elle également présentée par l'Union des Forces Démocratiques, groupement qui réunit l'Union de la Gauche Socialiste, la Jeune République, le Parti Socialiste Autonome et des personnalités comme Mitterrand et Francis Perrin.

Ma position politique étant ainsi définie sans équivoque, je peux me dispenser de vous infliger l'analyse d'un programme minutieusement établi où tous les problèmes de l'heure reçoivent une solution définitive. La réalité politique est mouvante et complexe : il n'est pas de doctrine magique, ni d'homme miracle qui puisse la fixer. Laissons à d'autres cette ambition quelque peu surannée et abordons ensemble

le problème essentiel, c'est-à-dire le problème algérien.

Nous affirmons que la France, quels que soient les hommes qui la dirigeront, ne pourra assumer les tâches écrasantes et exaltantes qui l'attendent, si elle prétend à la fois poursuivre la guerre en Algérie, y réaliser l'utopique "intégration" et continuer à supporter le poids d'un appareil militaire excessif.

L'objectif à atteindre dans le plus bref délai est donc : la solution négociée du problème algérien par la reconnaissance des légitimes aspirations nationales du peuple algérien, par l'établissement de rapports nouveaux entre la France et l'Algérie, comportant la protection des minorités, notamment de la minorité d'origine européenne.

Alors seulement dans cette France, qui depuis 19 ans n'a pas connu la paix, nous pourrions libérer la personne humaine de toutes les servitudes qui l'oppriment pour qu'elle s'épanouisse dans une société plus équitable et plus fraternelle.

C'est dans ces conditions, si vous me faites l'honneur de m'accorder vos suffrages, que j'appuierai de mes efforts et de mes votes toute politique qui aura pour but :

- La sauvegarde de la liberté et de la République dans la Métropole.
- La paix et la réconciliation en Algérie.
- Des conditions de vie plus justes et plus stables pour ceux qui travaillent et qui produisent comme pour ceux qui ne peuvent plus travailler.

Remplaçant éventuel

RAYMOND LAHURE

Retraité des P.T.T.
à Mesnil-Esnard

On a dit et répété que "faire de la politique" était basse besogne. Il n'est pas de paradoxes plus pernicioseux que cette affirmation. J'ai au contraire la conviction que mettre ses forces au service du bien public **en restant fidèle à ses engagements et à son idéal social** est la mission la plus haute qui puisse attirer le citoyen d'une libre démocratie.

Cette mission, si vous m'en jugez digne, je suis prêt à l'accepter.

JEAN SCHNEIDER

Candidat Républicain-Radical
et Radical-Socialiste

présenté par
l'Union des Forces Démocratiques

PROGRAMME

1° - Défense des libertés républicaines.

Résistance au fascisme sous ses formes insidieuses ou violentes.

2° - Recherche courageuse de la réconciliation et de la paix en Algérie.

3° - Comme suite au rétablissement de la paix en Afrique du Nord, réduction du service militaire.

Réorganisation de l'armée sur des bases plus modernes et moins coûteuses.

4° - Politique du logement - urbain et rural - rendue possible par la diminution des dépenses militaires.

Destruction accélérée des taudis et relogement des intéressés.

5° - Lutte contre le chômage - Élévation du niveau de vie des travailleurs par le développement de la production.

Le choix des investissements étant fondé non pas sur le profit mais sur les besoins de la collectivité.

6° - Statut de l'artisanat, assurant aux artisans les avantages sociaux dont ils sont privés.

Soutien effectif aux maîtres-artisans qui forment des apprentis.

7° - Pour les Jeunes.

- Réforme démocratique de l'enseignement.
- Accélération de constructions scolaires.
- Développement de l'enseignement technique.
- Développement du Sport - Création de stades, piscines.

8° - Réforme fiscale.

La France est le seul pays où l'impôt indirect, payé surtout par les classes moyennes et les classes laborieuses, assure les trois-quarts des recettes fiscales.